

Direction Générale adjointe
Enfance, familles, santé
Direction de la Santé

Direction adjointe
Protection Maternelle et Infantile

Pôle P.M.I, Santé du Valenciennois

Service Agrément accueil petite enfance

Tél : 03.59.73.00.00

Valenciennes le 17 mai 2023

**ARRETE MODIFICATIF DU FONCTIONNEMENT
D'UNE CRECHE COLLECTIVE DE GESTION DE DROIT PRIVE**

LE PRESIDENT DU DEPARTEMENT DU NORD,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code de la Santé Publique, et notamment les articles L.2111-1 et suivants, les articles L.2324-1 à L.2324-4 et R.2324-14 à R.2324-50, les articles L.3111-1 et suivants et R.3112-1 et suivants,

Vu le Code de l'Action Sociale et des Familles et notamment les articles L.214-2 et L.214-7,

Vu le décret n° 2018-42 du 25 janvier 2018 relatif à la vaccination obligatoire,

Vu le décret n° 2021-1131 du 30 août 2021 relatif aux assistants maternels et aux établissements d'accueil de jeunes enfants,

Vu l'arrêté du 8 octobre 2021 relatif aux modalités d'organisation de l'accueil en surnombre en établissement et service d'accueil du jeune enfant,

Vu l'arrêté du 29 juillet 2022 relatif aux professionnels autorisés à exercer dans les modes d'accueil du jeune enfant,

Vu le Décret n° 2022-1772 du 30 décembre 2022 relatif aux expérimentations dans le domaine des services aux familles, aux établissements d'accueil de jeunes enfants et aux comités départementaux des services aux familles,

Vu l'arrêté d'autorisation du 30 août 2011, relatif à l'ouverture de l'établissement d'accueil collectif d'enfants de moins de six ans dénommé « RIGOLO COMME LA VIE WALLERS » situé 8 bis, rue Edouard VAILLANT à WALLERS 59135 et géré par la SAS RIGOLO COMME LA VIE, 162 boulevard de Fourmies 59100 ROUBAIX, arrêté modifié par

les arrêtés des 11 avril 2013/ du 23 décembre 2013/ du 27 avril 2016,

Vu la demande d'extension de places du 24 février 2023 présentée par Monsieur Jérôme OBRY Directeur Général Exécutif, SAS RIGOLO COMME LA VIE, 162 boulevard de Fourmies 59100 ROUBAIX,

Vu la proposition de modification de la direction du 2 mai 2023,

Vu l'avis émis par le médecin du service départemental de PMI après visite de contrôle du Responsable de Service PMI de la Maison Nord Solidarités de SAINT AMAND LES EAUX, le 24 mars 2023

Et sur sa proposition,

A R R E T E

Article 1^{er} : Les articles 1 à 8 de l'arrêté d'autorisation d'ouverture susvisé sont modifiés comme suit :

« *Article 1 : Dénomination et adresse du gestionnaire : La SAS RIGOLO COMME LA VIE est autorisé(e) à poursuivre le fonctionnement de l'établissement d'accueil du jeune enfant de moins de six ans de catégorie « **crèche collective** » de type « **petite crèche** ».*

• **Nom : RIGOLO COMME LA VIE WALLERS**

• **Adresse : 8 bis rue Edouard Vaillant 59 WALLERS**

• **Horaires d'ouverture : du lundi au vendredi de 7H30 à 18h30 avec les modulations suivantes :**

	de 7h30 à 8 h00 : 6 places
	De 8h00 à 8h30 : 12 places
	De 8h30 à 17h00 : 24 places
	De 17h00 à 17h30 : 12 places
	De 17h30 à 18h30 : 5 places

Fermetures annuelles : 3 semaines en Août, 1 semaine en fin d'année.

à compter du : 2 mai 2023

Article 2 : *Compte tenu des volumes, surfaces et aménagements des locaux, la capacité d'accueil autorisée est fixée à **24 enfants de 10 semaines à 4 ans et jusqu'à 5 ans révolus pour les enfants en situation de handicap présents simultanément***

Le nombre maximal d'enfants simultanément accueillis peut atteindre 115% de la capacité d'accueil autorisée, à condition que le taux d'occupation hebdomadaire n'excède pas 100% en moyenne hebdomadaire d'accueil.

Article 3 : **Le personnel** chargé de la satisfaction des besoins des enfants en termes de santé, sécurité, bien-être et développement comprend :

- **le (la) directeur (trice) : Madame Marie DE PAUW GOETZ, Educatrice de Jeunes Enfants, dont la qualification et l'ancienneté de l'expérience professionnelle répondent aux normes réglementaires de l'article R. 2324-34.**

Il (elle) est chargé(e) de la mise en oeuvre du projet d'établissement (ou de service) et du règlement de fonctionnement visant à satisfaire les besoins des enfants et à organiser l'accueil des familles.

Il (elle) est présent(e) à hauteur de 0,5 ETP. La direction est mutualisée avec un établissement de même catégorie.

Il (elle) encadre le personnel, assure son adaptation à l'emploi, organise les relations avec les parents et l'intervention éventuelle de professionnels extérieurs.

Les dispositions pour assurer en toute circonstance la continuité de la fonction de Direction sont prévues au Règlement de fonctionnement.

- **le référent santé et accueil inclusif** (articles R. 2324-39 – R. 2324-39-1 et R. 2324-46-2) : Madame Laurie KRUPKA, infirmière travaille en collaboration avec les puéricultrices et les infirmiers, les professionnels du Service départemental de PMI et autres acteurs locaux en matière de santé, de prévention et de handicap.
- **l'effectif moyen annuel du personnel de l'Etablissement chargé de l'encadrement des enfants est constitué de manière à respecter les proportions indiquées** dans l'article R. 2324-42 et l'arrêté du 29 juillet 2022.

Le personnel doit avoir bénéficié de la formation aux gestes de premiers secours.

Le taux d'encadrement des enfants doit être respecté à tout instant :

- ✓ *Soit 1 professionnel pour 5 enfants qui ne marchent pas et 1 professionnel pour 8 enfants qui marchent*

Pour des raisons de sécurité, l'effectif du personnel encadrant directement les enfants à tout moment dans la structure d'accueil ne doit pas être inférieur à deux dont au moins un professionnel qualifié pour les établissements et services de plus de 12 places.

L'ensemble du personnel en contact direct avec les enfants ou participant à la préparation matérielle de leur vie quotidienne (alimentation, entretien...) doit satisfaire aux exigences réglementaires et notamment fournir à l'embauche :

- *un extrait de casier judiciaire prouvant l'absence de condamnation pour des faits contraires à l'honneur, la probité et aux bonnes mœurs. Les stagiaires, apprentis, intervenants extérieurs rémunérés ou bénévoles sont soumis aux mêmes exigences.*
- *les certificats justificatifs de leur qualification, de leur(s) expérience(s) professionnelle(s),*
- *les certificats justificatifs de leur immunisation contre les maladies infectieuses transmissibles conformément à la réglementation en vigueur, de leur aptitude à travailler auprès de jeunes enfants. Les stagiaires apprentis, intervenants extérieurs ou bénévoles sont soumis aux mêmes exigences.*

L'ensemble du personnel se soumettra au contrôle médical annuel prévu par le Code

du Travail en matière d'aptitudes professionnelles.

Article 4 : *La surveillance sanitaire des enfants est organisée par le Référent santé et accueil inclusif.*

Conformément à l'article R. 2324-39-1 : pour chaque enfant, un certificat médical daté de moins de 2 mois attestant de l'absence de toute contre-indication de l'accueil en collectivité sera remis au directeur de l'établissement au moment de l'admission et au plus tard dans les 15 jours suivants l'admission.

Conformément à l'article R. 3111-8 : une copie des documents attestant du respect des obligations vaccinales sera également remise.

Les enfants malades peuvent, le cas échéant, être maintenus dans l'établissement selon les préconisations définies par le référent accueil santé inclusif de l'établissement ou du service.

Article 5 : *Le règlement de fonctionnement satisfait les besoins des enfants, précise les fonctions déléguées au référent technique et au référent santé et accueil inclusif et organise l'information et la participation des parents.*

Le projet d'établissement et le règlement de fonctionnement sont actualisés au moins une fois tous les 5 ans.

Le règlement de fonctionnement et le projet d'établissement qui ont reçu approbation de l'autorité départementale, seront portés à la connaissance du personnel et des usagers.

Le projet d'établissement intègre les actions menées en matière d'analyse de pratiques, à raison de 6H minimum par an dont 2H tous les 4 mois. Ces temps d'analyse de pratiques sont animés par un professionnel ayant une qualification définie par arrêté du Ministre chargé de la Famille.

Article 6 : *Toute modification envisagée au niveau du personnel, du règlement de fonctionnement, du projet d'établissement ou des locaux sera portée sans délai à la connaissance de l'autorité départementale pour accord au Pôle PMI Santé, Direction Déléguée du Valenciennois, 113, rue Lomprez 59300 VALENCIENNES.*

Article 7 : *Toutes les mesures de sécurité prescrites par les règlements en vigueur et la Commission de Sécurité seront respectées et notamment dans l'utilisation et l'aménagement des locaux permettant la mise en oeuvre du projet éducatif par les personnels dans les conditions de sécurité, d'hygiène et de confort, en portant une attention constante aux enfants.*

Article 8 : *Le contrôle et la surveillance institués par l'article L.2324-1 du code de la santé publique ont lieu sur place et sur pièces par le médecin responsable du service départemental de PMI ou par un professionnel de PMI qu'il délègue. Celui-ci aura libre accès aux locaux et toute facilité doit lui être accordée pour le contrôle des éléments définis dans cette autorisation.*

Article 9 : *Cet arrêté sera notifié à Monsieur Jérôme OBRY Directeur Général Exécutif, SAS RIGOLO*

COMME LA VIE, 162 boulevard de Fourmies 59100 ROUBAIX, et publié au recueil des Actes Administratifs du Département du Nord.

Article 10 « Cet arrêté peut être contesté dans un délai de 2 mois à compter de sa notification :

- par un recours administratif auprès de Monsieur le Président du Département du Nord – Hôtel du Département – 51 rue Gustave Delory – 59047 LILLE Cedex. L'absence de réponse dans un délai de 2 mois maintient la décision notifiée.
- et/ou par un recours contentieux auprès du Président du Tribunal Administratif - 5, rue Geoffroy Saint-Hilaire - CS 62039 - 59014 LILLE Cedex.

Le Tribunal Administratif peut être saisi par l'application informatique « télérecours citoyens » accessible par le site www.telerecours.fr. »

Pour le Président du Département du Nord
et par délégation,

La Responsable du pôle PMI Santé
Docteur Omoladé ALAO

Publié le 09-06-2023